

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Triomphe-de-la-campagne-neoliberal-de-la-peur-en-Grece-et-en-Europe>

Triomphe de la campagne néolibérale de la peur en Grèce et en Europe

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : lundi 18 juin 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En Grèce, comme dans d'autres pays d'Europe, ce qui est mis en cause par les indignés ou par la gauche radicale, c'est l'ordre néolibéral dont souffre une majorité de grecs [et européens] sous la forme de réduction de salaires et de retraites. La social-démocratie et les partis conservateurs se sont pliés à ce modèle en appuyant les plans d'austérité, l'« assainissement » du système auquel se réfère Angela Merkel quand elle utilise cet euphémisme pour se référer à la priorité sur les coupes.

La coalition de gauche radicale grecque, Syriza, a introduit un élément nouveau dans la politique de son pays : elle a proposé de rompre avec le *statu quo* en se refusant d'accepter les conditions qu'on lui impose à travers le *Fonds Monétaire International* et la *Banque Centrale Européenne* en échange de l'aide multimillionnaire.

Le leader de Syriza, Alexis Tsipras, est rapidement devenu la cible préférée des gouvernements européens. Sa coalition de verts bigarée, verts, trotskistes, maoïstes et indépendants a proposé d'archiver le mémorandum signé avec l'Union Européenne qui implique de sévères coupes budgétaires qui devraient être mises en application pendant cinq ans d'ajustements, de récession et de davantage de crise. Syriza a aussi proposé de réformer le système d'imposition pour que les riches paient des impôts et de suspendre le paiement des intérêts de la dette.

Ce n'est pas un hasard si Jean Luc Mélenchon, candidat présidentiel du *Front de Gauche* de la France, a jeté des ponts avec Tsipras. Autre, fut, la posture du flambant neuf président socialiste François Hollande, qui s'est enhardi à prévenir les votants grecs que « *si l'impression est donnée que les Grecs veulent s'éloigner des engagements qui ont été pris et abandonner toute perspective de redressement, alors il y aura des pays dans la zone euro qui préféreront en terminer avec la présence de la Grèce dans la zone euro* ».

Syriza comprend que « austérité ou chaos » est un faux dilemme. Mais, précisément depuis l'Union Européenne, la BCE et le FMI on essaye par tous les moyens d'agiter le fantôme de la *cessation de paiements* et de la sortie de l'euro associé à l'ascension de la gauche. Merkel a lancé un avertissement à peine dissimulé à la veille des élections. « *Il est extrêmement important que les élections grecques se terminent avec un résultat par lequel ceux qui se chargent de former un gouvernement disent 'oui, nous maintiendrons les engagements'* », a dit la chancelière allemande. « *Les grecs stocke de l'argent et de la nourriture face à la dérive politique* », a titré, en apercevant l'Apocalypse, le quotidien espagnol *El País* dans son édition du jeudi 14 juin. C'était précisément la stratégie qu'ont utilisée les rivaux de Syriza, les conservateurs de *Nouvelle Démocratie*. Son leader, Antonis Samaras, a apporté son soutien aux engagements scellés avec la *troïka* (BCE, FMI, la Commission Européenne), bien que maintenant il nuance sa position après avoir souligné qu'ils négocieraient les conditions imposées en échange des deux sauvetages mis dans le pacte.

Mais le prêt de 240 milliards d'euros n'a pas servi à relancer l'économie [seulement 10% est arrivé jusqu'à Athènes, le reste est allé vers les banques étrangères]. Ainsi le vivent les grecs qui sont restés dans la rue, ceux qui n'ont pas de travail - le chômage a grimpé à 22 % - ceux qui ne touchent pas le salaire. Les seules politiques que dictent les centres économiques de l'Europe sont des ajustements, avec ceux-ci la demande se comprime, l'industrie stagne et la crise augmente. Le Prix Nobel d'Économie Joseph Stiglitz affirme que le sauvetage en Grèce, en Irlande et au Portugal, c'est en réalité « une protection aux banques [Allemandes, Françaises, etc] ». Stiglitz recommande la création d'un « *fond solidaire européen* » avec lequel on pourrait aider à ce que la Grèce restaure sa croissance. Cela ne semble pas être la solution que les leaders européens envisagent, surtout après le triomphe la campagne de la peur.

[Página 12](#). Buenos Aires, 18 juin 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 18 juin 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).